

Aujourd'hui la Turquie

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

2 YTL - 1,30 euro

N° ISSN : 1305-6476

Le journal francophone de la Turquie - numéro 4 * juillet - août 2005

Un accès facile vers le monde entier: **GeoPost Yurtiçi...**

444 99 99

www.geopostyurtici.com.tr

CHRONOPOST INTERNATIONAL

DPD

Un maître de la scène



Ferhan Şensoy
Un artiste intelligent, différent, naturel, sincère et extrêmement gentil...

Page 7

La francophonie



Laurent Godmer
La présence francophone dans l'espace turc, développée notamment depuis les Tanzimat, a fortement évolué.

Page 5

Événement



Beste Tıknaz
Accompagnée au piano par Melin Molla, la violoniste a fait vivre à tous les amateurs de musique une nuit fantastique.

Page 6

Les atouts de la candidature de la Turquie

Nous avons rencontré l'Ambassadeur de Turquie en France, Son Excellence Uluç Özülker, afin de connaître son opinion sur les relations passionnelles qu'entretiennent son pays et l'Union européenne.

QU'EST-CE QUE l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne rapporterait à l'ensemble des États membres ? À mon avis il faut porter un regard général sur la situation et, pour voir le problème dans son ensemble, il est nécessaire d'étudier la question sous différents angles. Tout d'abord, prenons l'angle politique. Je crois que, comme le disait le général

de Gaulle, la Turquie est un "pays charnière". Il est obligatoire d'intégrer un tel pays dans l'Union européenne si l'on veut avoir une Europe dans laquelle règnent la multiculturalité et la multi-ethnicité.

Le deuxième aspect à envisager est celui de la géographie. La Turquie offre une opportunité majeure de communiquer avec les pays du Moyen-Orient. On peut aisément parler de notre pays comme d'une puissance régionale naissante. Dans ce cadre, l'adhésion de la Turquie est aussi un gage de stabilité et de sécurité pour l'Europe. On reproche souvent à la Turquie de ne pas appartenir au continent européen. Il faut faire preuve de logique. Le Conseil de l'Europe comporte 45 membres, dont la Turquie. Cette

(lire la suite page 4)



Uluç Özülker*

L'été d'Aujourd'hui la Turquie

CE NUMÉRO de votre journal est celui de juillet et août, notre équipe va partir en vacances pour un mois. Je dois terminer cet éditorial au plus vite. Je jette un coup d'œil à mes notes, tout en réfléchissant.

De plus en plus, on voit apparaître des titres du style "La Turquie n'a toujours pas complètement rempli les critères de Copenhague", alors qu'il y a six mois, le discours était différent.

J'ai envie d'écrire un de ces "articles estivaux", tellement à la mode dans la presse ces temps-ci.

L'Union européenne ne peut se passer de la puissance militaire de la Turquie.

Toutefois, même si ce n'est que le quatrième numéro ce journal, j'aimerais déjà faire un bilan. Bien que notre journal soit l'unique publication franco-ophone de Turquie, il n'a pas encore reçu l'intérêt qu'il mérite dans les milieux français officiels de Turquie. Notre journal, auquel beaucoup de monde s'intéresse en France, suscite aussi beaucoup de soutien de la part des francophones de Turquie. On peut donc en conclure que dans les politiques de promotion de "l'importance de la francophonie" certains critères mériteraient d'être revus.

La Turquie doit continuer ses efforts en vue de devenir membre de l'UE, elle doit renforcer la démocratie et améliorer sa qualité de vie. J'ai dit que nous partions en vacances pour un mois, mais nous aurons à l'esprit tout au long de ce mois, le numéro de septembre. Tous les francophones peuvent nous aider à rendre la diffusion de notre journal plus dynamique et à le faire connaître.

Un partenariat spécifique serait-il bénéfique pour la Turquie ? J'aimerais aujourd'hui remercier dans cet éditorial trois personnes que vous connaissez déjà.

L'UE ne courra plus après des partenariats de grande envergure, pour protéger son unité politique. La directrice de la rédaction, Mireille Sadège qui, parallèlement à ses travaux de

(lire la suite page 8)



Hüseyin Latif*

Un quartier cosmopolite : Beyoğlu

Beyoğlu est le quartier d'Istanbul le plus vivant, le plus attractif, mais aussi le plus dangereux. Des lieux de prières aux consulats, des hôtels aux centres culturels en passant par les bars et discothèques, tout peut s'y trouver. C'est dans le bâtiment même de la mairie que M. Demircan nous a exposé ses plans.

Quels sont les plans architecturaux à Beyoğlu ?

Il y a quelques facteurs qui font de Beyoğlu ce qu'il est. D'abord ses habitants : en premier lieu viennent les Turcs natifs d'ici, les musulmans, les juifs, les chrétiens, les Grecs, les Levantins et les étrangers qui y habitent et cohabitent. Beyoğlu, c'est eux. Tout a commencé à Pera, puis s'est agrandi pour devenir

Beyoğlu. En fait, depuis 1453, ce quartier a très peu changé. Mais ces cinquante dernières années, surtout à cause du départ des Grecs, Beyoğlu a perdu beaucoup de son caractère. Ce départ a causé certains problèmes. Sans propriétaires, les maisons sont restées vides. Les immeubles ont été laissés à l'abandon à cause de l'absence d'habitants et du manque d'entretien. Avec l'aide du maire d'Istanbul, Kadir Topbaş, nous avons obligé les propriétaires à restaurer leurs bâtiments. À la base, il suffit d'entretenir et d'effectuer des travaux de ravalement sur ces bâtiments. Les gens commencent aujourd'hui à rénover les immeubles un par un. Beyoğlu s'embellit de jour en jour. Nous portons une attention à l'éclairage des rues et à leur revêtement.

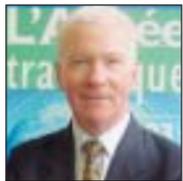
Plus nous approchons de nos objectifs, plus les gens prennent plaisir à venir ici, plus ils se sentent à l'aise sous les nouveaux éclairages. C'est pour cette raison qu'une loi, la "loi de renouvellement des surfaces urbaines", est en préparation. Rédigée à l'initiative de notre Premier ministre, cette loi a

(lire la suite page 4)



Ahmet Misbah Demircan*

L'Europe à venir



Georges Le Guelte*

IL N'Y aura pas de pouvoir politique européen. Non pas à cause du rejet, par les électeurs français et néerlandais, d'un traité qui n'apportait rien sur ce sujet, mais parce que la construction européenne a été, dès l'origine, une entreprise purement économique, et elle l'est restée.

Les responsables européens n'ont jamais fait l'effort nécessaire pour que les Européens acceptent de prendre à la majorité les décisions engageant l'avenir de tous. Dans quel pays les citoyens auraient-ils accepté par exemple que l'envoi de troupes en Irak soit décidé par un vote de tous les Européens ? Or il ne peut y avoir de pouvoir politique légitime sans un consensus sur la règle de la majorité, et ce qui n'a pas été fait en cinquante ans à 6 ou à 15 ne peut plus l'être à présent à 25, 27 ou 30. Cela n'empêche pas l'Europe d'exister, mais sa nature est encore imprécise, elle ne ressemblera à aucune forme d'organisation politique connue, et son contenu sera déterminé par les réponses données à quelques questions majeures.

Sous la pression de l'idéologie néolibérale, l'Europe risque de devenir une simple zone de libre-échange. Ceux qui s'y opposent ont dénoncé les méfaits de ce que le prix Nobel d'économie Maurice Allais appelle la "chienlit laissez-fairiste", mais jusqu'à présent, ils n'ont pas réussi à expliquer comment limiter les conséquences désastreuses qu'une économie de marché sans correctifs peut avoir sur la vie de millions d'individus. Ils n'ont pas réussi non plus à faire comprendre que leur objectif n'est pas de fermer les frontières aux travailleurs étrangers, mais d'éviter que la misère des uns soit exploitée pour aggraver les difficultés des autres.

L'un des attraits de l'Union européenne est sans doute la qualité, le fonctionnement et l'entretien des équipements et des services collectifs. Ce n'est pas une donnée immuable. Si dans tous les domaines, la recherche de la rentabilité doit l'emporter sur toute autre considération, si la priorité est donnée à la réduction des impôts et des dépenses de l'État, tout ce qui a pour objet le service de la collectivité passera dans le meilleur des cas au second plan.

L'État de droit est peut-être un peu mieux respecté actuellement dans l'Union européenne que dans d'autres parties du monde. Mais cela peut changer : l'exemple européen peut inciter certains pays à se réformer, et cela semble s'être déjà produit dans quelques cas, mais à l'inverse, le rôle de la corruption et la puissance des mafias pourraient augmenter dans les pays membres de l'Union. L'élargissement de l'Union peut jouer dans ce domaine un rôle déterminant, mais pas nécessairement bénéfique.

L'entrée de dix nouveaux membres est trop récente pour qu'il soit possible d'en tirer des conclusions, mais la Bulgarie et la Roumanie ont peut-être encore à prouver qu'elles sont capables de contribuer au renforcement de l'État de droit dans une Europe à 27.

Les Européens sont très divisés sur le rôle qu'ils doivent jouer dans le monde. L'Administration Bush a au contraire des idées très précises sur ce sujet : les opérations militaires importantes doivent être menées par l'OTAN, c'est-à-dire sous la conduite des États-Unis, l'Union européenne doit se limiter à la reconstruction des sociétés défailtantes. Bien que formulée de façon arrogante et discourtoise, cette répartition des tâches est tout à fait raisonnable. Les Européens n'ont ni les moyens militaires, ni la volonté, de se lancer seuls dans des conflits importants au Moyen-Orient ou en Asie. Ils ont au contraire le plus grand intérêt à prendre une part très active à la reconstruction de structures politiques et administratives dans les pays où elles se sont effondrées. Il est beaucoup plus important d'influer sur le type de société qui s'établira dans ces régions que d'y rechercher des victoires militaires

éphémères et souvent illusives. Il serait souhaitable que l'Union européenne soit unie dans cette tâche, sinon chaque pays devra décider pour lui-même s'il est suffisamment associé à la détermination des objectifs et des modalités d'une opération militaire pour y participer, ou s'il est prêt à entretenir une sorte de légion étrangère au service de la politique américaine.

Le rôle des Européens ne se limite pas à des interventions militaires. C'est à l'initiative de l'Allemagne que des institutions politiques ont été reconstituées en Afghanistan ; actuellement, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne négocient avec l'Iran pour essayer de mettre fin à son programme d'enrichissement de l'uranium ; les présidents tchèque et polonais ont joué un rôle appréciable dans la résolution de la crise en Ukraine, et la Grande-Bretagne est à l'origine de l'annulation de la dette d'une vingtaine de pays parmi les plus pauvres. Il faut souhaiter que les initiatives de ce genre se multiplient. Peut-être les membres de l'Union découvriront-ils alors que le nombre de cas où ils peuvent agir ensemble est beaucoup plus grand qu'ils ne le pensaient.

En répondant à ces questions qui engagent leur avenir, les Européens seront profondément influencés par ce qui va se passer dans leur environnement. Suivant l'orientation qu'ils donneront à leur propre évolution, les pays qui aspirent à entrer dans l'Union peuvent faire pencher dans un sens ou dans l'autre l'équilibre des forces en Europe. Ils contribueront ainsi à modeler le visage qu'elle aura au moment où ils y entreront.

*Georges Le Guelte,

Directeur de recherche à l'IRIS

Un "non" pas si incompréhensible

LE 29 MAI, le "non" des Français au traité constitutionnel a causé beaucoup de déceptions et suscité d'énormes interrogations. Comment la France, pays fondateur et moteur de l'Europe, a-t-elle pu voter contre la constitution ? Est-ce la fin de l'Europe et le début d'une crise de ses institutions ?

Aussi bien en France que partout en Europe, tout le monde tente d'expliquer le non des Français, suivi de celui des Néerlandais. Est-ce dû à la perspective d'une Europe trop libérale produisant de plus en plus d'inégalités et remettant en cause les acquis sociaux dans les pays européens, ou bien à des inquiétudes identitaires ou encore à la peur d'un élargissement trop rapide et sans fin ?

Y a-t-il eu un manque de conviction et de persuasion dans le camp du "oui" ? Au vu des résultats, force est de constater que le "oui" n'a pas su trouver les mots pour convaincre. Et pourtant, tous les grands partis et les médias ont été favorables au "oui". Ils ont tous appelé à voter "oui", en diabolisant le "non". Mais au fond, n'ont-ils pas commis la faute qu'ils reprochaient au camp du "non", c'est-à-dire d'utiliser la peur ? Dans une démocratie qui reconnaît le droit de vote, peut-on interdire de voter "non" ?

D'ailleurs ce "non" n'est pas l'expression d'un rejet définitif et total de l'Europe, mais plutôt une remise en cause, une volonté de modifier le cours des événements et des

changements, ainsi que la marque d'un manque de confiance du peuple dans le projet européen en cours.

Certes ce "non" ouvre une crise, mais celle-ci peut se révéler salutaire, car elle met en avant les vraies questions et les demandes, notamment celle d'une Europe plus sociale qui répondrait mieux aux aspirations des Français, mais également et surtout l'intérêt des Français face à l'Europe et à son évolution. Si les Français ont voté non, c'est parce qu'ils ne se reconnaissent pas dans les politiques actuelles et à venir de l'Europe, ce n'est certainement pas qu'ils souhaitent un démantèlement de l'Europe comme le prétendent les partis d'extrême-droite.

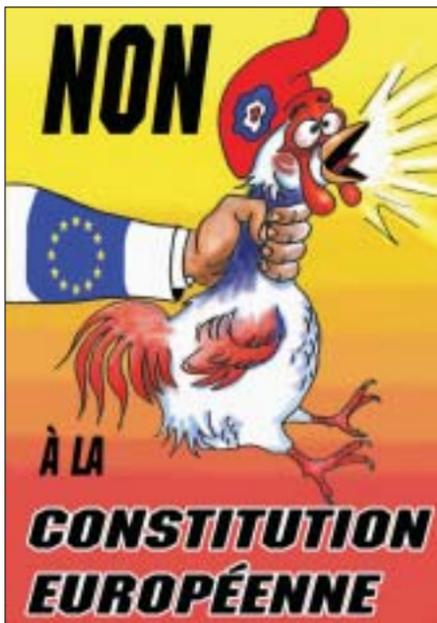
Ce "non" montre aussi que le cap d'une construction européenne qui ignorerait l'opinion publique est dépassé. Aussi les responsables politiques doivent-ils tirer des leçons de ce refus. Leur premier devoir serait d'informer véritablement l'opinion publique sur les réels enjeux de l'Europe, l'impérative nécessité d'une union politique indispensable à la création d'une Europe puissante capable d'agir sur la scène internationale. Sinon, l'Europe ne pourra que subir la conjoncture mondiale, tant économique que politique, sans disposer d'aucune marge de manœuvre quant à son évolution.

Malheureusement, en France, les querelles de politique interne occultent souvent les vrais enjeux européens. Le sujet de l'Europe n'est qu'un argument de plus pour les partis d'extrême-droite qui, s'appuyant sur une conjoncture économique particulièrement difficile et profitant d'une opinion publique non informée, exploitent le sujet en augmentant leur influence. Le gouvernement doit alors faire sien le sujet de l'Europe et lancer un véritable débat à la hauteur de son importance. Aujourd'hui, le défi de la France sera de savoir former une opinion publique parfaitement informée et consciente des enjeux d'une Europe puissante, capable de faire évoluer le projet européen.

Malheureusement, en France, les querelles de politique interne occultent souvent les vrais enjeux européens. Le sujet de l'Europe n'est qu'un argument de plus pour les partis d'extrême-droite qui, s'appuyant sur une conjoncture économique particulièrement difficile et profitant d'une opinion publique non informée, exploitent le sujet en augmentant leur influence. Le gouvernement doit alors faire sien le sujet de l'Europe et lancer un véritable débat à la hauteur de son importance. Aujourd'hui, le défi de la France sera de savoir former une opinion publique parfaitement informée et consciente des enjeux d'une Europe puissante, capable de faire évoluer le projet européen.

* Mireille Sadège, journaliste,
Docteur en histoire des relations
internationales

En France, les querelles de politique interne occultent souvent les vrais enjeux européens.



Préparez-vous à vivre des moments inoubliables

Umurca Mah. Dere Sok. No: 57 Bodrum/Türkiye
Tel: +90 252 316 40 85 - 313 38 26 • Fax: +90 252 313 38 27
www.delfihotel.com • delfi@delfihotel.com

Aujourd'hui
la Turquie

Pour toute demande d'abonnement ou de publicité, contactez au
Bureau de Beyoğlu : Salih Gökçen
Istiklâl Cad. Sahne sok. n° 401 Ali Han - Kat 4
Tél. 0 212 252 21 31 / 0 212 293 87 08 • Fax: 0 212 244 43 87

UNE EUROPE DES DIFFÉRENCES

Il apparaît aujourd'hui que le projet de Constitution de l'Union européenne n'a pas été préparé de manière à répondre aux attentes et à résoudre les problèmes des Européens. Elle est le reflet des pensées nostalgiques et utopiques d'une élite européenne, donc de quelques politiciens et bureaucrates.



Haydar Çakmak* IL ÉTAIT impossible que cette constitution, basée sur les différences de point de vue et d'attentes des pays membres de l'Union, se réalise. Les attentes de la France et du Luxembourg étaient fort différentes de celles de l'Allemagne et du Portugal. Tandis que les petits États membres accusaient les plus grands de monopoliser l'Union européenne et de ne pas les prendre assez en considération, ceux-ci répondaient qu'un pays comme l'Allemagne, comptant 85 millions de citoyens, ne pouvait avoir la même place que le Luxembourg et ses 400 000 habitants.

Que ce soit au niveau international ou seulement européen, l'Allemagne et la France suivent une politique éprouvante pour les deux États, ceux-ci se supportant malgré leurs différends. De plus, les réunions mensuelles de la France et de l'Allemagne créent des remous chez les autres membres. Il est par ailleurs douteux que ces relations étroites entre les deux pays, établies avec Kohl puis Schröder, se perpétuent avec le prochain chancelier, probablement Merkel, ce qui pourrait donner naissance à l'une des plus importantes crises au sein de l'UE. En effet, ces réunions permettent aux deux États de régler leurs différends mutuels, ou tout au moins de diminuer leur nombre, évitant ainsi de plus grandes dysharmonies et tensions pendant les conseils européens. La politique européenne de la France pourrait se résumer à ses efforts à garder l'Allemagne comme alliée pour éviter un affrontement ou une demande de territoires de la part de cette dernière.

Quant au Royaume-Uni, ayant réalisé que l'Union européenne ne pouvait être dissoute de l'extérieur, sa politique consiste à en rester membre pour empêcher et ralentir de l'intérieur la formation de l'Union. L'Allemagne a toujours joué le rôle du loup solitaire dans l'Union. L'histoire regorge d'exemples d'alliances franco-anglaises contre les Allemands. Cette opposition à l'Allemagne est peut-être d'ailleurs l'un des rares points permettant une entente entre la France et le Royaume-Uni. Le gouvernement allemand sait parfaitement qu'il n'a pas d'autre choix pour l'instant que de rester membre de l'Union, et observe donc une politique souple pour

éviter d'être un trouble-fête. C'est pour cette raison qu'il continue à nourrir les pauvres d'Europe, même si cette idée lui paraît déplacée. L'Allemagne cherche donc à rester en dehors de tout conflit, évitant ainsi d'être la cause d'une potentielle dissolution de l'UE, et s'assurant par la même occasion le plus de profit possible dans le cas d'un tel événement. Mais le discours de Merkel et de ses alliés laisse envisager une orientation de l'Union bien différente dans les années à venir, en faisant remarquer à la France ce que le référendum français et les élections allemandes ont révélé, c'est-à-dire que les peuples européens seraient en faveur d'une dépense des budgets européens de chaque pays dans la limite de ses frontières. L'Allemagne n'a jamais fait de dons financiers sans en retirer un certain profit. En ce moment même, elle a créé des liens étroits avec les pays de l'ex-URSS et de l'Europe de l'Est, liens ayant une source historique et qui, même s'ils semblent dénués de sens pratique aujourd'hui, pourraient bien gagner en importance le moment venu.

Le Royaume-Uni ne s'est jamais que peu intéressé à l'UE tant qu'aucun problème politique ou économique grave ne se posait. Il a toujours privilégié ses relations avec les États-Unis, ses anciennes colonies, les régions pétrolières et les autres États ayant un fort pouvoir économique. Aujourd'hui encore, l'Angleterre se préoccupe plus de ses gains économiques, politiques et stratégiques, grâce à sa politique de globalisation, que des fades opérations de l'Union. Mais elle n'hésite évidemment pas à s'immiscer dans les affaires européennes lorsque ses intérêts se trouvent directement visés. Il est important de préciser ici que la vision européenne du Royaume-Uni est basée sur un plan de 100 à 200 ans, de par sa nature globaliste, alors que celle du couple France-

Allemagne est plus que limitée, et se contente de mettre au point une politique à court terme en Europe.

Les pays développés de l'Europe, comme le Danemark, l'Autriche ou la Finlande, ne sont pas membres de l'Union européenne parce qu'ils en sont dépendants, mais pour éviter de rester en dehors de la formation européenne qui se constitue. D'autres États, tels que la Grèce, le Portugal ou l'Espagne, profitent de leur statut de membre et des avantages de l'Union pour se développer. Les pays de l'ancien bloc de l'Est sont membres à la fois pour empêcher le retour de régimes dictatoriaux et pour accélérer leur développement. Les raisons de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre sont bien différentes. Il est évident que tout État membre a une vision de l'Europe tenant compte de ses avantages nationaux, et n'adhère à l'Union qu'à la condition que ceux-ci soient protégés. Aujourd'hui, les citoyens de la France et des Pays-Bas, voire même du Royaume-Uni et de l'Allemagne, ont la

nette impression que l'UE est néfaste à leur propre pays, d'où leur réaction. Il est étrange de s'étonner de leur réponse négative aux référendums. Cela doit être l'occasion pour les gouvernements européens de revoir leurs objectifs utopiques et de créer une Europe plus réaliste. Un nouveau départ mettant de côté des milliers d'années de culture nationale est ici illogique. Même s'il est vrai que les populations européennes ont une homogénéité religieuse, il existe plus de différences que de ressemblances entre par exemple un Danois et un Italien. On peut émettre un doute sur le réel apport à une unité européenne de l'affection que se portent les Français et les Anglais, ou les Polonais et les Allemands. On peut prédire aujourd'hui que si le développement de l'UE continue de la même manière, trois groupes d'États vont se rassembler autour de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni, et les différends entre ces groupes ne devraient pas tarder à se faire manifestes. C'est pourquoi le rêve de la France d'une République européenne ou des États-Unis d'Europe ne pourra jamais subsister autant que l'ex-URSS. Tous les empires multinationaux et multiculturels ont vu leur déclin un jour ou l'autre. Pourquoi l'UE serait-elle une exception ? Seuls une certaine idéologie et le despotisme ont permis à l'URSS de durer aussi longtemps, et nous avons en Europe une alliance mal établie, avec une érosion rapide des valeurs et profits assurant une

Il est illusoire de vouloir mettre en place un Empire européen qui ne peut que s'effondrer rapidement.

fragile cohésion des principaux membres. Les leaders européens doivent profiter de l'occasion que leur offrent les référendums pour créer une unité politique, économique et militaire solide sans pour autant détruire les identités nationales et, par là, fonder une Europe puissante comprenant des pays ayant adopté les valeurs issues de mouvements mondiaux (la démocratie, les Droits de l'homme, l'économie de marché libre, etc.). Il est illusoire de vouloir mettre en place un Empire européen qui ne peut que s'effondrer rapidement. Ayant moi-même longtemps vécu en France, je suis en mesure d'affirmer que le peuple français est intelligent et posé, ayant influencé, pendant son histoire, le monde à plusieurs reprises, et qu'il sait donc ce qu'il fait. Malheureusement, quelques politiciens peu visionnaires et égoïstes continuent à ne pas vouloir comprendre le message de leurs citoyens. Espérons que l'Europe proposera au Monde entier un résultat propice à la paix et à la justice mondiales.

*Dr. Haydar Çakmak
hcakmak@gazi.edu.tr

Maître de conférence à l'Université de Gazi
Département des relations internationales



Les obstacles à l'intégration de la Turquie en Europe



Jean-Claude Allain*

LE 10 JUIN 2005 à Istanbul, le professeur émérite à la Sorbonne nouvelle Jean-Claude Allain a rencontré des universitaires turcs dans le cadre d'un débat autour de l'adhésion de la Turquie à l'UE, organisé par l'association Dialogues Modernes. Tout en répondant aux questions, Jean-Claude Allain a expliqué son opinion, celle d'un historien, sur ce sujet.

En voici un extrait : Considérant la carte de l'UE actuelle, si on évoque le passé, tous les États ont eu, constamment depuis des siècles, des relations mutuelles d'entente, d'alliances et de conflits de tous ordres dans ce même espace et les plus grands ont instauré, entre eux, un "concert européen" qui a duré du début du XIXe siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. L'empire ottoman était, suivant les besoins de la stratégie intereuropéenne, tantôt l'adversaire, tantôt un allié ; ce n'est qu'en 1856, au congrès de Paris, qu'il a été admis dans ce cercle intergouvernemental, ce qui l'a aidé à sauvegarder son statut d'indépendance internationale et son espace diplomatique spécifique.

La Turquie a maintenu ses orientations historiques de grande puissance régionale vers les États du Caucase ou les

États turcophones d'Asie centrale et, bien sûr, ceux du Moyen-Orient, voisins historiques ou récents. Sauf pour certains (Iran, Irak, Syrie), la plupart des États membres de l'UE n'a guère de passé historique commun avec l'Asie centrale, demeurée très lointaine de leurs intérêts et de leurs politiques.

L'entrée de la Turquie dans l'UE déplacerait vers l'Asie la frontière orientale de l'UE et changerait ses perceptions stratégiques et ses objectifs de défense commune. Cette perspective constitue un obstacle important à l'adhésion – plus peut-être que celui du décalage entre les niveaux économiques et sociaux entre la Turquie et l'UE à vingt-cinq ou vingt-sept – et cela au moins tant que l'UE ne sera pas une puissance politique et stratégique aussi reconnue qu'elle l'est dans le domaine économique où elle occupe le rang de deuxième puissance mondiale. Peut-être pendant la dizaine d'années des négociations d'adhésion, une durée qui n'aurait rien d'exceptionnel (voir les précédents de l'Espagne et du Portugal), l'évolution économique et sociale de la Turquie et le renforcement politique de l'UE permettront-ils d'effacer ces obstacles qui rendent actuellement improbable, sinon impossible, une intégration rapide de la Turquie dans l'UE.

*Jean-Claude Allain,
Professeur émérite à la
Sorbonne nouvelle - Paris III

Les politiques de stabilité économique en Turquie



Selda Atik*

LES RÉSULTATS positifs de l'économie turque, ces derniers mois, sont la conséquence de la politique appliquée ces trois dernières années. Les deux grandes crises financières qu'a vécues la Turquie durant ces cinq dernières années ont bouleversé les équilibres macroéconomiques nationaux et ont fait comprendre au gouvernement et à l'opinion publique du moment que les solutions à court terme n'étaient pas satisfaisantes. C'est pour ces raisons qu'une situation de stand-by de trois ans a été conclue au début de l'année 2002 avec le Fonds Monétaire International. Le programme de stabilité appliqué depuis comprenait des réformes structurelles et de politique monétaire et financière. Arrivé à terme en 2004, ce programme a eu des résultats tellement probants qu'il fut décidé de le proroger en 2005.

Le principal objectif de ce programme était de stabiliser les prix en contrôlant l'inflation. Le but était donc de freiner l'inflation chronique dont souffrait la Turquie depuis de longues années, et de créer les conditions nécessaires à l'installation d'un système d'économie de marché. Il a été observé que la Turquie a toujours fait preuve d'un développement rapide lorsque son inflation était contrôlée. Ainsi, l'inflation élevée était la cause d'un ralentissement dans le développement national et d'une augmentation des incertitudes du passé. En fait, une inflation contrôlée et un mécanisme de marché équilibré permettent une meilleure distribution effective des ressources.

L'importance de la loi sur la Banque Nationale de la République de Turquie, appliquée dès 2002, sur cette stabilité des prix ne peut être niée. Cette loi permit en effet de donner une certaine indépendance à la Banque Nationale quant au contrôle de l'inflation. L'application efficace d'une politique financière a eu pour résultat de faire diminuer le taux de l'inflation qui était pourtant devenue chronique. Ce taux en effet est tombé de 75 % en 2002 à 12 % en 2004.

Le second objectif du programme de stabilité était le contrôle de la dette nationale, qui génère en effet des crises car elle influence les marchés financiers. Les expériences de 1994 et 2001 l'ont démontré. Un effort particulier a donc été fourni quant à la dette intérieure et l'objectif d'un surplus hors intérêts de 6,5 % a été atteint fin 2004. Ce développement a par ailleurs favorisé le contrôle de l'inflation. En effet, pour que le taux d'inflation en Turquie reste stable, il faut que les politiques financière et monétaire soient coordonnées.

Ces politiques ont donc joué un rôle important dans la mise en place de la stabilité économique en Turquie. Le PNB a vu une augmentation de 12,4 %, et le PIB de 10,1 %, entre 2002 et la première moitié de 2004. La croissance économique générale en fin d'année avait atteint les 9,3 %.

Les investissements dans le secteur privé sont sans aucun doute une des clés de cette croissance économique. La stabilité macroéconomique assurée par les politiques en question a donné l'occasion au secteur privé



d'augmenter sa masse financière d'investissements et d'exportations, ce qui a eu à son tour une influence positive sur le développement du pays. Si l'on se penche sur la nature des exportations de la Turquie,

on peut remarquer que la part du secteur industriel a fortement augmenté et que la croissance sectorielle atteignait 10,6 % en 2004. En 2005, on peut voir une augmentation de 21,1 % du volume des exportations au mois de mai par rapport à l'année précédente pour arriver à un

total de 5 983 millions de dollars. De la même manière, l'augmentation moyenne des exportations sur les cinq premiers mois a été de 25,5 % pour un total de 29 405 millions de dollars. Quant à la part des différents secteurs dans l'exportation, on peut voir que le textile a laissé sa place au secteur automobile. 69,7 % des exportations auto-

La Turquie a toujours fait preuve d'un développement rapide lorsque son inflation était contrôlée.

mobiles ont été effectuées par ailleurs en destination des 25 pays de l'Union européenne, 73,2 % si l'on y ajoute la Roumanie et la Bulgarie, pays proches d'en devenir membres à part entière.

La raison de cette performance des exportations malgré l'absence de croissance des cours des devises, est liée à l'augmentation de la productivité et de la compétitivité de la Turquie sur le marché international. Le fait que l'UE et les États-Unis mettent en place des systèmes de limitation de leurs importations en provenance de Chine a été aussi un facteur déterminant.

Il faut pourtant préciser ici que l'augmentation de la demande de produits importés par les consommateurs intérieurs et de l'utilisation de pièces importées par le secteur industriel, dues à une faible taxe d'importation, ont eu pour résultat de faire augmenter la dette commerciale extérieure. Alors que celle-ci était de 10 282 millions de dollars pendant la période janvier-avril 2004, elle avait atteint 12 114 millions de dollars pour la même période de l'année 2005, ceci représentant donc une augmentation de 17,8 %. Il en résulte que, bien que les nouvelles des exportations soient satisfaisantes, l'équilibre importations-exportations n'est pas assuré. Avec des taux de change très bas, il est difficile aujourd'hui de penser faire diminuer ce taux d'importations, mais le mois d'octobre devant être le témoin d'une hausse des cours, il est alors attendu une nette amélioration de la situation.

* Selda Atik, Chercheur

à l'Université de Hacettepe,

École supérieure de Sciences Sociales

Les atouts de la candidature de la Turquie

(Suite de la page 1)

dernière en est même un membre fondateur. Elle fait donc partie de l'Europe mais pas de l'Union européenne. L'Union européenne n'est pas calquée sur l'Europe géographique. Il faut aussi souligner le fait que la Turquie partage avec l'Europe nombre de ses valeurs.

Le troisième point à considérer est la question religieuse. En dépit de la laïcité affichée par les pays européens, la religion occupe encore en Europe une place importante. La Turquie est un pays laïc comme la France. Cependant, une grande partie de sa population est musulmane. Cela est vu comme un problème en raison de l'image actuelle de

Le 3 octobre, j'espère bien que la Turquie aura son mot à dire.

l'islam. L'adhésion de la Turquie au sein de l'Union européenne prouverait que celle-ci n'est pas uniquement un territoire chrétien, qu'elle demeure ouverte sur l'extérieur.

Économiquement parlant, la Turquie constitue un vaste marché. En termes de consommation et d'investissements, les perspectives qu'elle offre sont multiples. Nous pensons que si notre développement se poursuit sur le rythme actuel, soit 8 % par an, nous devrions atteindre la stabilité économique dans 10 ou 15 ans. La Turquie représente un marché annuel de 800 milliards d'euros. Or la France et le reste de l'Europe ont besoin de nouveaux débouchés. Les relations commerciales entre la France et la Turquie progressent très vite. Nous

avons déjà atteint un volume d'échanges commerciaux de l'ordre de 8 milliards d'euros. Pour en finir avec ce sujet, il faut rappeler que de nombreux flux énergétiques à destination de l'Europe transitent par le sol turc.

Le cinquième point fort de la Turquie, c'est sa démographie. Elle dispose d'une population jeune. En Europe, le vieillissement de la population est un fait indéniable. Dans les 50 années à venir, la popula-

tion européenne comptera 60 millions de travailleurs en moins. Le besoin de main-d'œuvre va vite se faire sentir de façon cruciale. Pour lever les inquiétudes quant au renouvellement de la main-d'œuvre, l'adhésion de la Turquie présente des avantages certains. En résumé, la Turquie est un atout pour l'Europe. L'Union européenne va évoluer et peut-être même changer d'aspect. Ses membres décideront de leur alliance avec la Turquie lors des négociations qui débiteront en octobre. J'espère bien que la Turquie aura son mot à dire. Quoi qu'il en soit, la construction européenne doit se faire sereinement, dans l'unité et dans la durée. Je pense qu'il faut éviter de se précipiter et qu'il faut laisser du temps au temps.

* Uluç Özülker, Ambassadeur de Turquie à Paris, Propos recueillis Mireille Sadège et Sujatha Samy

Un quartier cosmopolite : Beyoğlu

(Suite de la page 1)

été votée et sera bientôt d'actualité. Elle donne un certain pouvoir de contrôle aux mairies locales en leur permettant de planifier la rénovation des surfaces urbaines et des bâtiments historiques, puis de convoquer les propriétaires à la mairie pour les obliger à mettre en place les projets préparés, tout en leur laissant un certain délai, bien évidemment. Le fait que toute l'opération soit effectuée directement par les mairies locales accélère le processus. Cette loi va remplir un vide juridique dans le secteur immobilier, qui aurait dû être comblé depuis longtemps. Et nous pourrions ainsi augmenter notre rythme d'opérations à Beyoğlu.

Tarlabaşı est un lieu à problèmes... Avez-vous un projet relatif à son assainissement ?

Le principal objectif de cette loi est justement Tarlabaşı. Sans résoudre le problème de la section appelée Talimhane, nous ne pouvions nous concentrer sur Tarlabaşı. La première étape est terminée, nous pouvons aujourd'hui passer à la seconde.

Si vous prenez l'exemple du grand secteur contenant de nombreux bâtiments à Talimhane, vous verrez que toute la partie hôtelière a énormément changé, justement car nous avons obligé les propriétaires à rénover leurs immeubles. Nous avons préparé les plans, les citoyens ont obtempéré. Ils ont totalement supprimé l'aspect négatif de leurs façades, ils ont effectué des travaux de peinture et de nettoyage. C'est une véritable transformation en ville moderne qui a

eu lieu là-bas. Nous continuons cette opération sur toute l'Istiklal Caddesi.

Nous prévoyons également de construire un parking souterrain. Avec des espaces verts en surface, le projet est constitué d'un parking de 700 places à positionnement automatique des voitures. Le projet est prêt, il sera mis en œuvre sous peu. Après sa réalisation, vu que le problème de parking sera résolu dans ce quartier, nous projetons la construction d'un hôtel-pension. Nous prévoyons un renouveau quasi complet de Tarlabaşı pour 2006.

Pouvez-vous nous parler de l'un de vos projets, le Système d'Information Urbaine ?

C'est en fait un projet qui devrait faire partie des plans de toutes les organisations publiques. C'est un système performant qui permettra de prendre connaissance en permanence, depuis la mairie de Beyoğlu, de tout ce que l'on veut savoir sur le quartier, les revues, les images, les informations, même les archives municipales. Aujourd'hui, toutes ces informations existent et sont disponibles, mais elles sont dispersées dans un labyrinthe de dossiers. Il est quasiment impossible d'obtenir une information pertinente. Avec ce système, tout le monde travaille sur une unique structure de base de données. Le projet devrait être mis en vigueur dès le 20 septembre prochain.

* Ahmet Demircan, Maire de Beyoğlu

Propos recueillis

par Bilge Demirkazan, journaliste

La francophonie en Turquie

LES POLITIQUES culturelle et éducative françaises en Turquie sont multiples : à la fois faites de soutiens solides à des institutions anciennes, classiques dans le système français (lycées) et d'une diversification assez originale aux plans culturel, universitaire et scientifique. L'acteur central de définition de ces politiques est l'ambassade, sous la direction du conseiller de coopération culturelle, qui, secondé par le secrétaire général, coordonne l'action des attachés de coopération éducative et universitaire et des attachés de coopération pour le français (ACF). On peut considérer, en simplifiant, que ces politiques s'organisent autour de trois pôles : les "instituts", les établissements scolaires, et les programmes universitaires et de recherche. La création des centres de coopération culturelle et linguistique (CCCL), en 1996, a conféré une autonomie financière à ces structures issues de la fusion des bureaux de coopération culturelle et des "instituts culturels", présents dans les grandes villes



Qui est Laurent Godmer ?

Né en 1974, Laurent Godmer est Docteur en sciences politiques de l'Université de Paris I, Sorbonne. Depuis 2003 il enseigne au Département Francophone de Sciences Politiques et Administratives de l'Université de Marmara.

du monde. Les instituts d'études français d'Ankara et d'Istanbul et le centre culturel français d'Izmir sont ainsi des vitrines renommées des politiques françaises, étant donné leurs fonctions de documentation, d'enseignement linguistique (plus de 3 000 inscriptions annuelles à Istanbul), d'exposition, de diffusion d'œuvres, et de création. Surtout, plus subtilement, au-delà de leur évidente notoriété, il "lient" entre elles les politiques françaises, et leur présence est la clef du fonctionnement de ce dispositif éducatif francophone.

Les établissements scolaires francophones sont nombreux : hormis les écoles françaises (Pierre-Loti à Istanbul, Charles-de-Gaulle à Ankara, et la petite école d'entreprise OYAK-Renault à Bursa), il existe un grand réseau traditionnel d'écoles turques bilingues francophones (le lycée de Galatasaray, Notre-Dame-de-Sion, Ste-Pulchérie, St-Benoît, St-Joseph, St-Michel, à Istanbul ; St-Joseph à Izmir; les trois établissements Tevfik Fikret d'Ankara, Bursa et Izmir), soutenues par la France, qui salarie maints enseignants. C'est en grande partie sur ces treize établissements et sur leur prestige, combiné à celui des universités, que repose un dispositif éducatif original "de la maternelle au doctorat" (plus de 10 000 élèves et étudiants sont inscrits dans des programmes francophones en Turquie en 2005).

Les programmes universitaires francophones connaissent un incontestable développement depuis la création du Département francophone de sciences politiques et administratives (DFSPA) de l'Université de Marmara (Istanbul) en 1988. Ce programme pionnier, fondé et longtemps piloté par la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), sur le modèle des instituts d'études politiques (IEP), accueille 400 étudiants. Quant à l'université turque francophone de Galatasaray (UGS, Istanbul), fondée en 1992, elle constitue le noyau essentiel du programme de coopération française en Turquie. La prestigieuse UGS accueille plus de 2 000 étudiants, avec une sélecti-



*Laurent Godmer

tivité et une dimension de type "grande école", mais pluridisciplinaire, sa puissance créant un "effet de dispositif" francophone, et assurant en fait la cohérence et l'existence du système dans son ensemble. En outre, l'UGS et le DFSPA, qui disposent de classes préparatoires linguistiques, ont développé depuis 1999 les échanges Erasmus/Socrates avec la France, avec des bourses turques depuis 2004. L'Ambassade a également soutenu d'autres départements francophones (DF) (en plus de ceux de philologie, pédagogie et traduction), contribuant à un "maillage" territorial et disciplinaire : le DF de relations internationales de l'université privée stambouliote de Yeditepe, le DF de langues étrangères appliquées de l'université ankariote de Bilkent, le DF de gestion du tourisme de l'université 9-Septembre d'Izmir et surtout le DF d'économie de l'université de la mer Méditerranée (Akdeniz) d'Antalya, créé en 2003. Si le soutien à ces derniers DF est davantage restreint, ils bénéficient, comme l'UGS et le DFSPA, du financement de missions et de formations d'enseignants français et turcs, d'un appui technique, et de bourses destinées aux étudiants financées surtout par l'Ambassade (qui ont fortement augmenté depuis 2002).

Il est toujours possible de déplorer l'absence d'une action plus concentrée et plus visible

Enfin, la politique de recherche ne peut être analysée séparément, qui s'incarne notamment dans l'aide à des projets de recherche du CNRS (et de son équivalent turc, le TÜBİTAK) et au laboratoire qui y est rattaché, l'Institut français d'études anatoliennes (IFÉA, fondé en 1930), réputé en archéologie et en sciences sociales.

La complexité de ces politiques peut être critiquée, mais, vu les contraintes budgétaires, elles font preuve d'une certaine efficacité, renouvelant les modalités de la "présence" française. Il est toujours possible de déplorer l'absence d'un "référentiel" de politique publique (Pierre Muller) plus lisible, celle d'une action plus concentrée et plus visible ou celle d'une européanisation effective. Mais le dispositif, malgré sa récence, tend à former un véritable sous-système culturel et éducatif francophone, à l'articulation interne certes perfectible, mais accessible et reconnu. C'est donc la multipositionnalité de ces politiques qui les différencie de celles d'autres États, étant à la fois facteur essentiel et garantie de leur autonomie.

* Laurent Godmer
Enseignant en science politique,
Université de Marmara

EN BREF - EN BREF

AÉRONAUTIQUE - Le 46e Salon du Bourget, qui s'est déroulé du 13 au 19 juin, a été "un très, très grand Bourget", aussi bien du point de vue de la fréquentation (480 000 visiteurs) que pour le



montant des contrats annoncés (Airbus et Boeing ont à eux seuls enregistré plus de 51 milliards de dollars de commandes fermes). L'avionneur européen ayant un net avantage avec 320 intentions d'achats pour 35,9 milliards de dollars. Le succès du salon 2005 est dû à la reprise du secteur aéronautique et à la présentation de l'Airbus A380, qualifié de "géant qui murmure" en raison de son faible bruit.

ITER - L'Europe, le Japon, les États-Unis, la Russie, la Chine et la Corée-du-Sud, les six partenaires du projet de réacteur expérimental à fusion thermonucléaire ITER, ont annoncé, mardi 28 juin à Moscou, le choix du site français de Cadarache (Bouches-du-Rhône). Ce projet de 10 milliards d'euros offre la possibilité de fournir un jour à la planète une énergie quasiment illimitée et plus propre. Le choix de Cadarache représente "une très grande chance pour la recherche française".

FRANCE - TURQUIE - Plus de 300 entreprises françaises sont installées en Turquie. Un engouement nouveau pour le marché turc qui, depuis 2004, avait subi un désintérêt. Les contacts ont ainsi été multipliés par quatre car il existe des besoins particulièrement im-



portants dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et des transports. Après la BNP qui vient d'acquiescer la TEB, dixième banque privée turque, Accor lance une série de chantiers à travers le pays ; quant à Alstom, il essaie de se placer sur le marché du tunnel ferroviaire devant être creusé sous le détroit du Bosphore.

ENKA - TURQUIE - Enka, l'un des plus grands groupes de construction de Turquie a signé un contrat pour la construction du nouveau terminal de l'aéroport international de Moscou. La réalisation de ce projet, au budget de 400 millions de dollars, doit être menée à bien pour la fin de l'année 2007.

QUOTAS D'IMMIGRATION EN FRANCE - Le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, souhaite l'instauration d'une politique de quotas par profession pour les étrangers afin de lutter contre l'immigration clandestine et favoriser l'ar-



Nicolas Sarkozy

rivée en France de "travailleurs qualifiés". Plusieurs secteurs de l'économie française, notamment le bâtiment et l'hôtellerie-restauration, se montrent intéressés par une immigration "sélective" ou "ciblée" qui leur permettrait de satisfaire leurs besoins de main-d'œuvre.

NOUVELLE LEGISLATION - Le gouvernement turc est en train de remanier la loi permettant aux étrangers d'acquiescer des biens en Turquie, loi qui fut refusée par le Tribunal Constitutionnel, en y ajoutant les concepts de "réciprocité" et de "limitations juridiques".

... SÉLECTION ÉVÉNEMENTS ...

Beste Tıknaz

Dans le cadre des événements culturels du Centre d'Art et de Culture d'Aksanat, Beste Tıknaz, joueuse de violon, a fait vivre à tous les amateurs de musique une nuit fantastique le 1er juillet avec le pianiste Melin Molla.

Ayant commencé à apprendre le violon dès l'âge de 7 ans au Conservatoire Public de l'Université d'Istanbul, Beste Tıknaz a effectué ses travaux d'atelier et son master en collaboration avec de grands noms de la musique tels que Ruşen Güneş, les professeurs Matthias Succholz, Tatjana Masurenko, Nabuko, Imai, Yuri Bashmet, Leonardo Matczynski, Mike Kelley et Mary Ruth Ray.

Cette artiste, après avoir remporté une bourse pour étudier aux États-Unis, continue de se produire aujourd'hui à la fois en Turquie et à l'étranger. Premier violon dans l'Orchestre du Conservatoire Public de l'Université d'Istanbul et l'Orchestre Symphonique de CRR, elle est par ailleurs un membre soliste de l'Orchestre de



Musique de Chambre d'Akbank et de l'Orchestre Philharmonique de la mer Noire de Tekfen.

Opéra en plein air 2005 présente La Traviata de Giuseppe Verdi

Lieux : Château du Champ de Bataille – jardins du Sénat – Domaine de Sceaux – Château de Vaux-le-Vicomte

Depuis 5 ans, les opéras en plein air proposent des soirées d'exception dans des cadres exceptionnels au service d'œuvres prestigieuses. Cette aventure culturelle s'est rapidement muée en un espace de création novateur au service des jeunes artistes et d'un public renouvelé.

Cette initiative contribue ainsi à lancer la carrière de jeunes artistes.

Après quatre années de partage d'émotions, de voix enchanteresses et de décors somptueux, les opéras en plein air proposent La Traviata, opéra romantique par excellence, inspiré du roman de Dumas, la Dame aux camélias.

La mise en scène est assurée par Henry-Jean Servat, la direction musicale est de



David Levi, les décors de Jacques Garcia, les costumes de Franck Sorbier, avec la collaboration artistique de Robert Hossein.
Du 10 juin au 11 septembre 2005

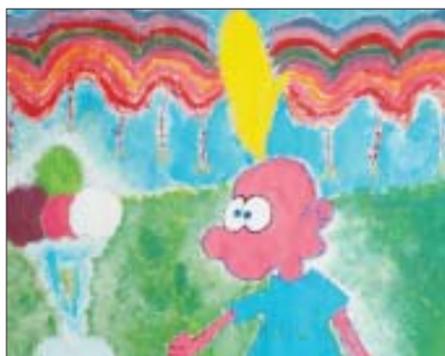
"Big Bang" au Centre Pompidou – Création et Destruction dans l'Art du 20e siècle

"Big Bang" constitue une expérience inédite. Il s'agit d'une nouvelle présentation des collections d'art moderne et contemporain sous forme thématique, interdisciplinaire et non chronologique. Revendiquant une liberté radicale et pulvérisant les valeurs établies, le projet moderne a produit une destruction créative. La scène de l'art a été un terrain d'expérimentation où se sont exprimées toutes les recherches et toutes les revendications autour de Destruction, Construction / Déconstruction, Archaïsme, Sexe, Guerre, Subversion, Mélancolie et Réenchantement.

Du 14 juin 2005 au 28 février 2006

"Enfants et jeunes de Beyoğlu: Exposition de dessins et sculptures"

L'exposition organisée par Amandine Bernier et qui a eu lieu le 1^{er} et 2 juillet 2005 à l'Institut Français d'Istanbul.



Théâtre de plein air d'Enka

Les activités culturelles proposées par l'organisation Art et Culture d'Enka continuent avec le programme estival du Théâtre de plein air d'Enka, d'une capacité de 1000 spectateurs, **du 24 juin au 25 août.**

Le mercredi **6 juillet 2005** à 21h15, la communauté de Flamenco de Laura Tabanera, présentera son impressionnant spectacle de danses espagnoles.



Le mercredi **20 juillet 2005**, à 21h15, sera présentée la pièce psychologico-comique "Beni Ben mi Delirtim (Me suis-je rendu fou moi-même?)", dont Ferhan Şensoy est à la fois l'auteur et le metteur en scène.

Le jeudi **11 août 2005**, à 21h15, projection du film américain "Ray", biographie du musicien de jazz Ray Charles, décédé à 73 ans en 2004.

L'exposition de photographies "Cityrama" à Istanbul Modern, en parallèle avec le Congrès d'Architecture Mondiale

L'exposition ayant pour nom "Cityrama" ouvrira ses portes à la Galerie de Photographie d'Istanbul Modern le **2 juillet 2005**, pour se terminer le **10 juillet 2005**, en parallèle avec le XXII^e Congrès d'Architecture Mondiale d'Istanbul UIA2005.

Le maître d'œuvre de l'exposition, Engin Özdenkes, a rassemblé des œuvres de Cengiz Akduman, Arif Aşçı, İbrahim Aysıl,



Cemal Emden, Sinan Koçaslan, Selim Seval et Cem Turgay'. "Cityrama" est une exposition renonçant à une vision linéaire de la ville pour y intégrer une dimension artistique.

Une rétrospective Fikret Muallâ à Istanbul Modern

15 avril – 31 juillet

Pour le 102^e anniversaire de la naissance de Fikret Muallâ, une des plus grandes célébrités de la photographie turque, une grande exposition se tiendra à Istanbul Modern, avec le soutien d'Éti. Pour la première fois, 241 œuvres venant de 35 collections différentes sont rassemblées et classées thématiquement et historiquement, reflétant ainsi toutes les dimensions du monde de Fikret Muallâ.

Les événements du Centre d'Art et de Culture d'Akbank



Concerts

Le mercredi **13 juillet** à 20h00 : Goldenhorn Brass Quartet

Le jeudi **7 juillet** à 20h00 : le guitariste brésilien Silvia Ocugne

Exposition

"L'Exposition des Artistes de Nos Jours d'Istanbul", préparée par la Fondation des Musées de Peinture et de Sculpture, sera ouverte **du 18 juin au 28 juillet** au Centre d'Art et de Culture d'Akbank.

**Envie de faire passer une publicité dans nos pages ?
Contactez-nous au 0 216 550 22 50.**

Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

11 numéros : 40 euros (Turquie) 80 euros (Étranger)

20 numéros version PDF : 15 euros

Prénom : Nom :

Adresse :

Ville : Code postal : Pays :

N° de téléphone :

Email :

Date :/...../..... Signature :

Mode de paiement (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de Bizimavrupa Yay. Ltd)
- virement Yapi Kredi (n° de succursale : 0217-0 Moda İstanbul
n° de compte en euros : 3005115; en YTL : 1008772)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie
Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: aujourdhuilaturquie@bizimavrupa.net

FERHAN SENSOY :

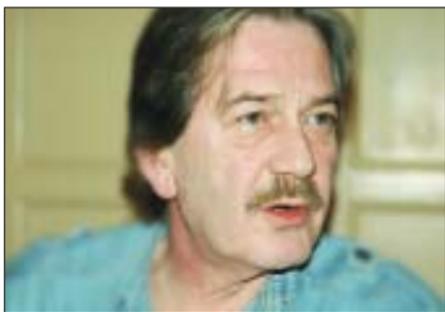
UN MAÎTRE DE LA SCÈNE

Un acteur charismatique au langage poétique agrémenté de jurons Ferhan Şensoy, l'auteur nous a laissés pantois d'admiration.

Il faut tout d'abord préciser que ce reportage a plus été une agréable conversation à moitié en français et à moitié en turc qu'une véritable interview. Notre directeur de la publication, Hüseyin Latif, notre rédactrice en chef, Mireille Sadège et moi-même sommes allés rencontrer un artiste que nous admirions tous. Nous étions animés par une douce curiosité : comment était donc Ferhan Şensoy dans la vie quotidienne, alors que nous l'avions toujours observé sur scène ?

Dans votre pièce de théâtre "Pièce à Louer", que vous avez écrite et mise en scène, qu'entendez-vous par "Donnant sur mer" ?

À la base, la pièce parle du problème du logement et de sa dimension universelle. Elle compare la Turquie à d'autres endroits. "Donnant sur mer" est une parole classique d'agent immobilier. Comme l'histoire se passe à İstanbul, tout le monde recherche un logement ayant vue sur la mer. Mais lorsque vous visitez l'appartement, vous vous rendez compte que



Qui est Ferhan Şensoy ?

Ferhan Şensoy, né le 26 février 1951 à Samsun, dans le district de Çarşamba, est à la fois auteur, metteur en scène et acteur de théâtre. Après avoir terminé ses études aux Hautes Écoles des Métiers de la Scène en France, où il est allé en 1972, il a travaillé pour le Grand Magic Circus en tant qu'assistant metteur en scène. Rentré en Turquie en 1975, il a fondé la Communauté des Vaudevilles en 1980. Depuis, il joue et met en scène ses propres pièces. Il a fait sa place dans le théâtre turc par ses pièces critiquant les sujets d'actualité avec un humour basé sur les finesses de la langue.

la mer n'est visible que depuis la fenêtre des toilettes.

Vous avez dit un jour "le kavuk (chapeau traditionnel turc pour homme porté dans les vaudevilles du théâtre traditionnel turc par le personnage principal de la pièce) est bon pour le musée". Annoncez-vous une fin imminente ?

Je ne veux pas trop parler de ce sujet, car c'est toujours mal interprété. L'histoire est celle-ci : le kavuk se transmet lorsque le kavuklu (celui qui porte le kavuk) prend sa retraite. À qui a-t-il été passé ? Hasan Efendi l'a passé à Dömbüllü, Dömbüllü à Münir Abi, Münir Abi à moi. Lorsque vous faites vos adieux à la scène, vous donnez le kavuk à votre successeur. C'est une des règles qu'on m'a apprises lorsque je l'ai reçu. En ce moment, alors que je joue cinq fois par semaine, pourquoi me retirerais-je ? Et y a-t-il un kavuklu pour me succéder ? Je n'en ai pas l'impression, car un kavuklu doit posséder certaines caractéristiques : il doit avoir transmis notre théâtre traditionnel jusqu'à nos jours, il doit être un homme de théâtre, le peuple doit l'aimer, il doit être à l'écoute des gens et il doit être un opposant au système. Hasan Efendi, alors que le Sultan Abdülhamid avait interdit le mot "Yıldız" (étoile), n'a pas pu se retenir : il est monté sur scène et a prononcé le mot interdit, puis n'est pas sorti de chez lui pendant trois jours pour ne pas se faire arrêter. Abdülhamid n'a alors pas puni Hasan Efendi car le peuple était derrière lui. Tous les kavuklu étaient des opposants. Dömbüllü était un opposant comique. Il est difficile aujourd'hui de trouver quelqu'un possédant ces caractéristiques. Car personne après nous ne perpétue le théâtre. Voilà ce que je voulais dire. Si tout continue comme cela, le kavuk est bon pour le musée.

Comment vous définissez-vous ? Êtes-vous très à part, voire marginal ?

Je fais un métier différent. En tant qu'auteur aussi, je suis différent. Mon théâtre aussi est différent. Mais tout cela ne peut être remarqué que de la fenêtre d'en face, c'est-à-dire de l'extérieur, par les autres. Quant à moi, je m'ennuie seulement lorsque je ne trouve pas de cerveau pareil au mien. Je ressens bien une différence quand je parle avec d'autres. Je vois bien qu'ils ne comprennent pas, que je suis sur une autre planète.

Les femmes vous inspirent-elles ?

Oui, car j'aime les femmes. Mais je dois rester seul lorsque je me mets à écrire. Et quand elles reviennent, elles ne doivent surtout pas s'installer ! Sinon, ça risque de chauffer.

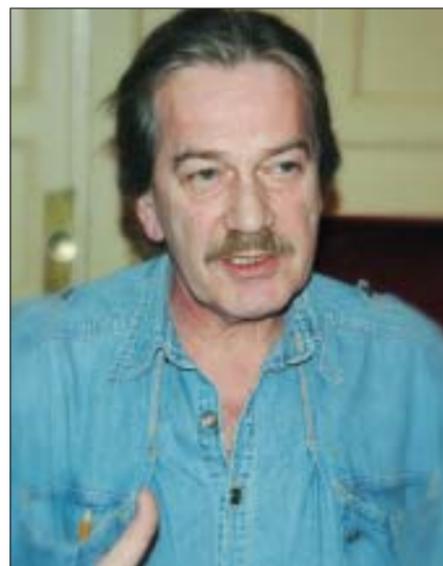
Quel rapport avez-vous avec le temps qui passe ? Faites-vous parfois une pause ?

Non. J'ai déjà prévu ce que je vais écrire, ce que je vais jouer pendant le reste de ma vie. J'habite un appartement dans un immeuble qui jouxte mon théâtre. Plus de temps de

transport donc. Cela me fait gagner quatre à cinq heures par jour, car j'habitais à Tarabya auparavant. C'est-à-dire deux heures de trajet. Maintenant, quand je me lève au beau milieu de la journée, j'ai tout sous la main : mon théâtre, mes textes...

La pollution sonore de Beyoğlu ne vous dérange-t-elle pas ?

Si. Il y a une discothèque juste à côté du théâtre, et chaque nuit, les mêmes chansons sont jouées dans le même ordre, jusqu'à trois heures du matin. Mais notre pièce se termine à minuit. Nous allons manger après, j'aime bien que le repas se prolonge, boire un bon vin entre amis. Quand je reviens, la discothèque est fermée, et mes heures d'écriture et de lecture commencent. Auparavant je voulais énormément habiter un endroit donnant sur la mer. Mais quand on écrit, on ne regarde pas le paysage ! Cette idée est totalement fautive.



Vous regardez la mer et les bateaux quand vous buvez votre café au bord du Bosphore. Vous pouvez écrire partout, il suffit qu'il n'y ait pas de bruit.

Et pas de femme ?

Eh, évidemment, sinon elle vous ressasse "tu ne t'occupes de moi" ou "qu'est-ce que tu écris ?". Puis elle cherche sa place dans ce que vous écrivez. Ma réponse : "Comment veux-tu que je m'occupe de toi, j'écris !". Elle aime ce que vous écrivez, elle tombe même amoureuse de vous pour cela, mais elle se plaint que vous écriviez toutes les nuits. Quelle nuit devrais-je ne pas écrire ?

Comment voyez-vous l'avenir du théâtre turc ?

Je ne vois pas beaucoup de lumière à l'horizon. En tant qu'acteur de vaudevilles au théâtre privé, je fête cette année mes 25 ans de carrière. Les deux dernières années ont été les pires saisons en 25 ans. Le nom-



bre de spectateurs diminue de plus en plus, il disparaît même, la nouvelle génération ne vient pas. Plus de spectateurs, ça veut dire plus de théâtre. L'avenir me paraît bien sombre, la prochaine génération d'acteurs de théâtre aura bien du mal.

Certains pensent que ce n'est qu'une phase temporaire, que c'est aux acteurs de s'adapter aux changements...

Le théâtre a eu ses crises passagères depuis qu'il a vu le jour il y a de cela 5000 ans, surtout après les inventions du cinéma et de la télévision. Mais il a toujours su se renouveler. Tant qu'il y aura des hommes, le théâtre vivra. C'est certain. Mais pour qui allons-nous jouer si personne ne vient nous voir ? Qu'on me réponde ! La raison en est l'absence totale de politique culturelle en Turquie. Parce qu'on n'apprend pas aux nouvelles générations ce qu'est le théâtre. Quand j'allais à l'école, chaque classe préparait une pièce. Il y avait un concours de théâtre interclasses au Lycée de Galatasaray. Il n'y a pas de filière théâtre dans les lycées. Un lycéen qui n'est jamais allé au théâtre, de mon temps c'était impensable. Les aides financières au théâtre ne sont que symboliques. Une goutte d'eau dans l'océan du budget national. Ce qui nous est attribué ne paye pas les annonces que l'on fait paraître dans les journaux. Et on appelle ça une aide !

Notre pays cherche à entrer dans l'UE, mais un tel objectif nécessite une politique culturelle. Ce n'est pas parce que vous avez éliminé la torture que l'Europe va vous accueillir. Quand tout sera légalement prêt, ils vont nous mettre sous le nez des critères culturels. Mais comme de toute façon, ils ne nous accepteront jamais, personne ne s'en inquiète vraiment. Il y a comme qui dirait un mouvement anti-théâtre dans l'air.

La nouvelle génération n'a pas le goût de l'émotion qui se renouvelle chaque jour. Ils vous demandent : "Mais le théâtre, c'est quoi ?" Je les appelle "la jeunesse internet de type F". Ils veulent cliquer sur tout, chez eux, sans bouger. Et, si c'était possible, ils cliqueraient pour voir du théâtre. Un jour ils le voudront vraiment. Ils diront : "Mais pourquoi irais-je voir Ferhan Şensoy ? Je n'ai qu'à cliquer et une webcam l'enverra chez moi."

Les fossoyeurs du football turc

J'AURAIS PU écrire bien d'autres titres, tels que "qui tombe tout seul ne pleure pas", "larmes de crocodile" ou encore "qui sème le vent récolte la tempête". Mais j'ai préféré le titre actuel pour mieux mettre à l'affiche les responsables de la défaite de l'équipe nationale contre la Chine. Ce ne sont pas seulement les Turcs habitant entre Edirne et Ardahan qui ont pleuré le score de 1-2 lors de notre premier match de la Coupe



du Monde des Espoirs, mais aussi ceux de toute origine, voire tout le monde footballistique. Mais nos jeunes joueurs qui ont sublimé le mot "surprise" sont-ils les vrais coupables ? Sans aucun doute la réponse est non. Ce sont les entraîneurs de l'Équipe nationale et de l'Équipe des Espoirs qui passent leur temps à rabâcher les mêmes discours, à rejeter les fautes qu'ils commettent sur leurs collègues de la ligue nationale. Ils

sont arrivés à une même conclusion : "notre équipe est talentueuse mais ses joueurs ne sont pas utilisés par leurs clubs." Précisons tout de suite quelques points importants. Ugur, que Hagi a fait jouer à plusieurs reprises dans le onze de départ, ne rentre sur le terrain pendant ce match contre la Chine qu'en deuxième période.. Donc les joueurs les plus expérimentés de l'équipe, ayant une part active dans un grand club, laissent leur place à d'autres n'ayant quasiment pas joué pendant toute la saison.

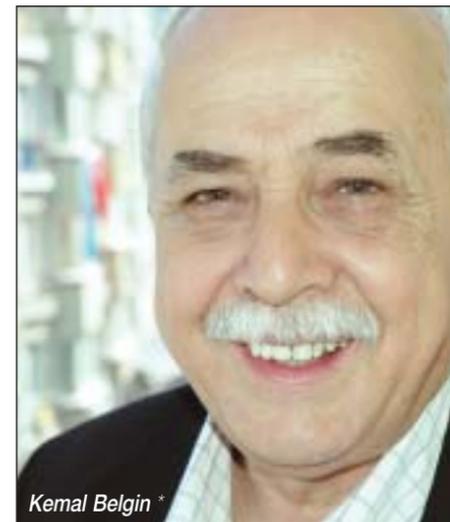
Examinons maintenant l'essence même du problème. Lorsque la Fédération de football turque a augmenté le nombre de joueurs étrangers au nombre de 5, j'ai été un des premiers journalistes sportifs à critiquer cette décision. Lorsqu'un joueur étranger supplémentaire a été ajouté aux cinq autres, j'ai encore une fois émis des critiques envers Haluk Ulusoy, malgré tout ce qu'il avait fait de positif, critiques auxquelles il a répondu en déclarant : "Nous avons pris cette mesure pour éviter un chaos relatif aux joueurs étrangers actuellement sous contrat. Mais l'année prochaine ce nombre redescendra à 5 étrangers seulement." C'était le statut prévu pour la saison



Aujourd'hui, des Espoirs talentueux ont du mal à trouver leur place dans les équipes de la ligue.

2005-2006. Hélas, la Fédération de Bıçakçı, élu avec l'appui de pouvoirs évidents, s'est laissée submerger par les pressions diverses et, changeant le statut, a décidé de laisser le nombre de joueurs étrangers pouvant être sous contrat dans un club à 6. Ceci veut donc dire qu'un club de Super Ligue de Turquie

peut très bien aligner sur le terrain une équipe dans laquelle les joueurs turcs sont en minorité. Nous demandons alors à Ersun Yanal et Şenol Ustaömer, les entraîneurs des équipes nationales : "pourquoi, au lieu de pleurer aujourd'hui sur votre sort, n'avez-vous pas empêché cette décision ?" De la même manière, nous pouvons poser la question à tous les entraîneurs de Turquie. Pourquoi n'ont-ils pas manifesté de mécontentement face au nombre de joueurs étrangers pouvant officiellement jouer ? C'est pour cette raison que ceux qui les rendent responsables de la défaite contre la Chine vont continuer à le faire l'année prochaine. Qui sait, si nous n'arrivons pas à nous qualifier pour la phase finale du Mondial 2006, comment vont être les larmes de l'entraîneur national de cette époque. Et ce n'est pas tout... Il est prévu de considérer les joueurs venant de pays membres de



Kemal Belgin *

l'Union européenne comme non étrangers ! Et que dit Bıçakçı à ce propos : "nous observons, examinons et évaluons le projet", démontrant ainsi qu'il est partisan d'une nouvelle trahison. Je n'ose imaginer les lamentations de Yanal et Ustaömer, emprisonnés dans leur attitude défaitiste, si ce projet voit le jour. Ils vont tous enterrer le football turc, main dans la main. C'est pitoyable... N'y aura-t-il que moi pour protester contre les démarches officielles de la fédération visant à empêcher les joueurs turcs de 17 ans, voire de 20 ans, de porter le maillot de leur club ? Où sont-ils donc les autorités toutes puissantes du football turc, les critiques, les journalistes sportifs ? Où est donc aussi, si elle existe encore, la Fondation des entraîneurs et moniteurs de football de Turquie ?

Rappelez-vous, lorsque l'équipe nationale des moins de 17 ans s'était fait battre par l'Italie, j'avais pourtant déclaré qu'elle avait le potentiel pour aller jusqu'en finale et qu'elle comptait au moins cinq joueurs promis à un brillant avenir. Aujourd'hui, le même nombre de joueurs talentueux sont dans l'équipe des Espoirs, mais il leur est malheureusement très difficile de trouver leur place dans les équipes de la ligue.

* Kemal Belgin
Enseignant à l'université de Marmara

Le Tour de France du 2 au 24 juillet

LE TOUR de France est né d'une rivalité entre deux journaux sportifs (Le Vélo et L'Auto) au tout début du siècle dernier. En 1903, Desgrange (propriétaire de L'Auto) demande à Georges Lefèvre de trouver un événement sportif qu'il pourrait créer afin de faire connaître son journal. Lefèvre propose alors l'organisation d'un Tour de France cycliste.

Cette année, le Tour de France partira le 2 juillet de Vendée pour rejoindre l'Alsace, avec un détour par l'Allemagne, puis il rejoindra les Alpes, les Pyrénées, pour enfin terminer sur le Massif Central avant de rejoindre Paris le 24 juillet.

Encore un Tour de France très attendu, en effet certains espèrent encore un exploit de Lance Armstrong et d'autres attendent avec impatience qu'un autre coureur le détrône enfin ! Que va-t-il donc se passer ? Le sextuple vainqueur du Tour va-t-il gagner une septième fois ? En tout cas, pour certains, il serait moins bien préparé que l'an dernier,



alors que d'autres affirment qu'il n'a jamais été aussi serein et qu'il est en grande forme ! Qui détient la vérité ? Pour le savoir rendez-vous donc le 2 juillet.

De plus cette année, de nombreux prétendants et adversaires de taille vont être présents sur le Tour. Il y aura ainsi Jan Ullrich, Ivan Basso, troisième l'an dernier, et Alexandre Vinokourov.

Mais rien n'est joué pour ce Tour 2005... Tout laisse présager que nous allons avoir droit à un Tour plein de suspense...

L'été d'Aujourd'hui la Turquie

(Suite de la page 1)

recherche, a créé la structure de notre journal et a donné une âme à chaque numéro grâce à sa grande maîtrise du journalisme.

D'après les technocrates européens de Bruxelles, l'adhésion de la Turquie susciterait des révoltes et mécontentements parmi la population des États membres, même dans 10 ou 15 ans.

J'aimerais aussi parler de Bilge Demirkazan. Bien qu'elle ne parle pas français, elle a une influence très positive sur l'équipe grâce à sa bonne humeur et son charme personnel. En plus des reportages qu'elle effectue avec talent, elle assure la coordination de la rédaction avec une efficacité tout en douceur.

L'UE va-t-elle dire "non" à un élargissement rapide ?

Et enfin notre joker Aslı Ustok, débrouillarde et disponible à chaque instant, qui trouve toujours une solution, quel que soit le problème.

Bref, ces trois femmes, aussi compétentes

que charmantes, facilitent grandement ma tâche grâce à leur travail bien organisé.

J'aimerais aussi par ailleurs parler de deux gentlemen spécialistes de leurs sujets : Haydar Çakmak qui écrit ses analyses politiques d'Ankara et celui qui honore notre page sportive, Kemal Belgin. Sans oublier notre traducteur Thierry Chasse, notre correcteur François Beaufeist, notre reporter Delphine Nerbollier et notre talentueux graphiste Burhan Derdiyok. Et tous les autres...

Tiens, un coup de fil de Paris : "Fais vite, que ton éditorial soit court".

Dans ce cas, je n'ai qu'à commencer à réfléchir au numéro de septembre.

Je vous souhaite à tous des vacances ensoleillées et un bon 14 juillet...

À septembre, au revoir...

*Hüseyin Latif
Enseignant à l'université de Marmara
Docteur de l'université Sorbonne Nouvelle - Paris III